

## Federico Santopinto (\*) : « L'intégration européenne est le seul moyen de préserver la souveraineté des Européens, et même de la renforcer »



**Dans une récente note du GRIP (1) vous suggérez que la « chose militaire » doit être traitée comme un autre secteur industriel dans le cadre de l'UE, pourquoi ?**

Depuis qu'il a été créé dans les années 1950, le système communautaire a produit des résultats exceptionnels. Discrètement, mine de rien, il en a produit aussi dans le domaine militaire, même de manière indirecte. Je vous cite l'exemple du système de géolocalisation Galileo, qui a d'abord été présenté comme un projet civil mais qui est en fait dual, civil et militaire. Le fait de le présenter

comme un programme civil a permis de le gérer à travers la méthode communautaire. Et le résultat est un succès. Galileo est considéré comme le système le plus efficace au monde. Aussi, on peut en déduire que, en quelque sorte, le système communautaire a déjà été utilisé dans le but de créer des capacités militaires. Et cela a été un succès.

En revanche, le système intergouvernemental qui régit le fonctionnement de l'Agence européenne de la défense a produit des résultats plus mitigés. Lorsqu'on compare l'efficacité de systèmes communautaires et intergouvernementaux de l'UE il y a de quoi se poser des questions, non ? D'ailleurs, le Fonds européen de la défense sera développé à travers le système communautaire et c'est une bonne chose.

**Quelle approche préconisez-vous ?**

A mon sens, l'Union ne doit pas réinventer la roue. Plutôt que de lancer de nouvelles formes de coopérations ou de nouvelles structures, elle doit miser davantage sur le fonctionnement communautaire pour faire avancer la dimension capacitaire de la défense européenne. Nous avons devant nos yeux un système rodé depuis 70 ans, qui fonctionne bien et qui a produit des résultats surprenants : utilisons-le ! Les Etats-membres demeurent réticents, timorés, face à ce système communautaire. Et pourtant, est-ce que Galileo et son système communautaire ont compromis la souveraineté nationale des Etats-membres, comme certains d'entre eux le craignaient ? Bien

sûr que non. Au contraire, ils l'ont renforcé. Aucun Etat-membre n'aurait pu développer seul Galileo. Cela prouve qu'à travers l'intégration européenne il est aussi possible de renforcer la souveraineté des Etats-membres. Malheureusement, c'est un point de vue qui est aujourd'hui mal compris dans les capitales européennes.

**Vous citez Galileo, mais le programme a connu d'importants dépassements en termes de budget et de calendrier...**

C'est vrai qu'il y a eu beaucoup de retard mais c'est assez commun pour ce genre de programme. Et c'est vrai aussi que, malgré le système communautaire, la gouvernance de Galileo demeure complexe et que le développement du programme n'a pas été simple. Il n'empêche que Galileo démontre que l'intégration européenne en matière militaro-industrielle n'est pas une utopie de doux rêveurs. Elle est possible, et même souhaitable, et ce, même au regard de la souveraineté nationale.

Il faut se souvenir que dans les années 1990, lorsque Galileo a été lancé, les sceptiques étaient nombreux parce que l'on craignait que ce programme puisse compromettre la souveraineté nationale. Les Américains, et donc les Britanniques n'en voulaient pas d'ailleurs... Malgré tous ces écueils, le résultat est aujourd'hui très satisfaisant et les premiers à le reconnaître, ce sont les Britanniques qui ne veulent pas sortir de Galileo malgré le Brexit.

**Pour beaucoup de capitales européennes la défense est une question-clé de la souveraineté, vous considérez cette approche dépassée aujourd'hui ?**

Dans les capitales de l'UE, il y a une peur instinctive de l'intégration européenne qui n'est pas forcément rationnelle. Le programme Galileo le prouve. L'intégration européenne est le seul moyen de préserver la souveraineté des européens, et même de la renforcer. Il faut bien se rendre compte que, sans intégration, la plupart des « grands » pays de l'UE ne seront pas, ou plus, en mesure de jouer dans la cour des grands au niveau international. Or, comme l'a souligné le professeur John Howorth, lorsqu'on ne peut pas s'asseoir à la table des grands, on finit souvent par se retrouver condamné au menu.

Suite page 5

**« Bien entendu, le système communautaire n'est pas adapté aux décisions opérationnelles majeures de politique étrangère et de défense, qui doivent souvent être prises dans l'urgence. Et on ne peut décider à travers ce mécanisme le déploiement de troupes, cela va sans dire. »**

## Suite de la page 4

Mais il faut préciser un point à ce propos : le système communautaire que nous évoquons n'est pas un système fédéral, c'est avant tout un système « mixte » dans lequel les Etats-membres conservent un rôle fondamental et ce point est très mal compris en France. La différence, c'est que dans un système communautaire, si les Etats conservent un rôle important, ils doivent partager ce rôle avec les institutions supranationales de l'UE. Le but est que ces dernières assurent que l'intérêt national soit compatible avec les intérêts européens.

Le système communautaire n'exclut donc pas les Etats-membres de la prise de décision. C'est là qu'est la nuance qui est assez mal comprise aujourd'hui, ou mal interprétée, c'est selon.

### Le Fonds européen de la défense (FEDEF) pourrait-il être la première pierre d'un système communautaire de la défense dans l'UE ?

Au niveau capacitaire et industriel certainement. Le FEDEF est aujourd'hui le projet le plus prometteur de l'Union européenne dans ce domaine, bien plus que la PESCO ou l'AED, notamment parce qu'il sera géré par la méthode communautaire. Mais, bien entendu, le système

communautaire n'est pas adapté aux décisions opérationnelles majeures de politique étrangère et de défense, qui doivent souvent être prises dans l'urgence. Et on ne peut décider à travers ce mécanisme le déploiement de troupes, cela va sans dire.

### Les exportations d'armes restent un problème à régler et crucial pour certains pays comme la France...

Tôt ou tard le problème va se poser, c'est inévitable et je sais que c'est une question très sensible pour les autorités françaises. Mais la France ne pourra éternellement se présenter comme un pays « européiste », qui réclame un rôle global pour l'UE dans le monde, tout en continuant à s'opposer à ce que l'Union renforce ses compétences en matière d'exportations d'armes. Il faudra avancer aussi dans ce domaine. Progressivement, certes, mais il faudra néanmoins avancer. L'intégration européenne comporte un changement de paradigme. C'est difficile, ça prend du temps. Il ne faut pas être trop pressé mais il ne faut pas non plus trop tarder. Car le monde, lui, continue de tourner. ○●

**(1) Industrie de défense européenne : le choix entre deux options**

**(\*) L'auteur : Federico Santopinto est analyste au GRIP. Il est spécialisé dans le processus d'intégration européenne en matière de défense et de politique étrangère.**

GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité)  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)

## Safran maintient fermement son cap pour 2020

Avec la crise du 737MAX dont l'arrêt des livraisons remonte au 13 mars 2019, nombreux sont ceux qui prédisaient un sombre horizon à Safran. Il n'en n'est rien. La stratégie mise en place par le management a porté ses fruits. D'ailleurs le cours de bourse tout au long de 2019 et début 2020 illustre la confiance des analystes financiers dans Safran. Aucun moteur Leap-1B pour le 737MAX n'a été livré depuis le 13 mars. Pour 2020, Safran prend « l'hypothèse d'une production annuelle d'environ 1 400 Leap sur la base d'une production de 10 moteurs Leap-1B en moyenne par semaine ». Le carnet de commandes du Leap affiche plus de 15 600 moteurs à fin décembre, dont près de 2 000 enregistrés en 2019. Le groupe a mis en œuvre un plan d'adaptation comprenant des économies sur les coûts directs, les frais généraux, un gel des embauches (non-renouvellements de contrats courts ou l'arrêt de recours à des prestataires externes), une réduction des dépenses de R&D et d'investissements pour 2020. Même les autres

divisions de Safran ont été mises à contribution dans « un effort de solidarité interne », selon Philippe Petitcolin, DG de Safran. Au total, ces mesures représentent environ 300 millions d'euros. Une stratégie qui a permis d'éviter de prendre des mesures sociales dans le groupe. Safran est donc en ordre de marche pour une reprise des vols du 737MAX mi-2020, période avancée par Boeing : « quand la production va repartir, cela va aller très vite, avec beaucoup de pression, il faut donc garder le rythme », souligne-t-on chez Safran. Quand aux conséquences du coronavirus sur le transport aérien chinois (14 000 vols quotidiens domestiques par jour), Philippe Peticolin rappelle qu'avec la crise du SRAS en 2003, l'activité de Safran avait connu un effet en forme de V : c'est-à-dire une chute brutale de l'activité, une forte baisse, puis une reprise tout aussi brutale. Néanmoins, pour 2020, Safran s'attend à une baisse de son chiffre d'affaires entre 0 et 5%, mais le bénéfice opérationnel ajusté devrait lui continuer à croître d'environ 5%. ○●